



**HAL**  
open science

# Perception des inégalités et de la pauvreté dans les quartiers riches les plus ségrégués

Serge Paugam

► **To cite this version:**

Serge Paugam. Perception des inégalités et de la pauvreté dans les quartiers riches les plus ségrégués : Chapitre 5. Clémentine Cottineau; Julie Vallée. Les inégalités dans l'espace géographique, ISTE éditions; Encyclopédie des Sciences, pp.155-186, 2022, Domaine Géographie et Démographie - Géographie des inégalités, 9781789480887. 10.51926/iste.9088.ch5 . hal-03801519

**HAL Id: hal-03801519**

**<https://hal.science/hal-03801519>**

Submitted on 6 Oct 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Chapitre 5

# Perception des inégalités et de la pauvreté dans les quartiers riches les plus ségrégués

Serge Paugam<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Centre Maurice Halbwachs (CNRS/EHESS/ENS), Paris, France.

Dans le tissu urbain des grandes métropoles, à la frontière de la pauvreté correspond, de façon presque symétrique, la frontière de la richesse (Sélimanovski 2008). Les catégories sociales supérieures sont au moins aussi fortement concentrées dans les beaux quartiers que le sont les plus pauvres dans les quartiers stigmatisés de la périphérie urbaine (Préteceille 2006 ; Musterd 2006 ; Le Roux *et al.* 2017). À la ségrégation subie par les couches défavorisées de la population correspond, comme l'envers presque absolu, l'autoségrégation des plus riches, parfois regroupés dans ce que l'on pourrait appeler des « ghettos dorés » (Pinçon, Pinçon-Charlot 1989, 2007). La grande bourgeoisie traditionnelle ainsi que les nouvelles élites de la mondialisation (Wagner 1998) occupent et défendent des espaces réservés dans les grandes métropoles pour préserver leur identité et leur statut social.

Dans la plupart des grandes métropoles, la ségrégation spatiale s'est fortement accrue au cours des dernières décennies. Les « beaux quartiers » paraissent de plus en plus coupés des autres quartiers. À partir d'une typologie socioprofessionnelle fine des quartiers de la métropole parisienne, Edmond Préteceille a pu démontrer que non seulement les catégories supérieures ont un poids important dans les quartiers les plus riches relativement au prix du foncier et de l'immobilier, mais qu'elles y sont également de plus en plus fortement concentrées. Ses travaux ont abouti à la conclusion que l'exclusivité sociale des beaux quartiers s'est renforcée au cours des dernières décennies, tant pour ce qui est de leur profil socio-économique (Préteceille 2018 ; Préteceille, Cardoso 2020) que pour leurs caractéristiques ethno-raciales, les immigrés originaires d'Afrique ou d'Asie étant quasiment absents de la majorité de ces quartiers, alors que leur présence progresse dans l'ensemble de la ville. Or, ce processus d'autoségrégation des classes supérieures a constitué un facteur d'accroissement des inégalités et de la fragilisation de la cohésion sociale à l'échelle urbaine. Autrement dit, le fossé s'est creusé entre ces classes supérieures détentrices d'un réel pouvoir économique et les autres classes sociales, y compris les classes moyennes de plus en plus acculées à résider dans des espaces économiquement plus accessibles de la périphérie.

Les quartiers riches sont devenus de plus en plus exclusifs par la logique du marché. Dans les beaux quartiers, le prix de l'immobilier commercial et de l'accession de la propriété de façon plus générale constitue bien le premier maillon du processus de sélection sociale. Certains propriétaires des beaux quartiers ont vu leur capital immobilier augmenter dans des proportions gigantesques, parfois en l'espace d'une décennie ou deux, en même temps qu'ils constataient le départ contraint de leurs voisins locataires moins fortunés. Mais le marché n'explique pas entièrement ce processus de concentration spatiale des plus riches. Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot (1989), sociologues de la bourgeoisie et des beaux quartiers, ont étudié comment la haute société constitue un réseau dense d'associations, de comités, de conseils, de cercles dont l'objectif, outre le plaisir de se retrouver dans un entre-soi affinitaire, est bien d'entretenir des relations étroites tant avec les détenteurs du pouvoir économique qu'avec les représentants du pouvoir politique, afin notamment de préserver la qualité de leurs lieux de vie en termes d'entretien des espaces publics et de valorisation du patrimoine, mais aussi en termes de mise à distance des populations estimées indésirables (Pinçon, Pinçon-Charlot 2007). L'attachement social au lieu peut se traduire par des mobilisations collectives<sup>32</sup> (Sébastien 2018). Dans le cas des quartiers riches, ces dernières apparaissent comme des stratégies parfois discrètes, souvent dissimulées, mais néanmoins efficaces dans la défense des intérêts de leurs habitants.

Souvent inspirées des travaux américains sur la ségrégation urbaine, les recherches menées au cours des vingt dernières années ont permis de mieux analyser à la fois les mécanismes de l'enfermement sociospatial des pauvres, et les mécanismes parallèles de l'agrégation affinitaire des riches. Or, un peu curieusement, ces recherches ne se sont pas croisées. Il est frappant de constater, par exemple, que le rapport à la pauvreté des catégories sociales supérieures a très rarement été étudié en tant que tel. Ceci peut sembler d'autant plus surprenant que l'historien Louis Chevalier avait établi, à partir de recherches portant sur la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, que les inégalités urbaines pouvaient être expliquées par les représentations de l'élite bourgeoise sur des classes laborieuses identifiées comme des classes dangereuses (Chevalier 1958). En désignant les ouvriers des quartiers déshérités par les mots de « barbares » ou de « sauvages », en ramenant la condition ouvrière à des traits biologiques et des comportements physiques, l'élite bourgeoise et ses observateurs de l'époque ont en effet entretenu dans la conscience de leurs contemporains l'idée selon laquelle le séparatisme social se justifiait comme un état d'urgence face à l'insalubrité et la criminalité<sup>33</sup>.

La constitution de l'entre-soi urbain des catégories sociales supérieures a été étudiée au cours des vingt dernières années sous l'angle presque exclusif de l'agrégation affinitaire motivée par les seuls intérêts de l'accumulation des différents types de capitaux. Or, le constat a été fait récemment que ce choix résidentiel des plus riches est également motivé par des représentations singulières de la pauvreté urbaine, par un rapport spécifique aux catégories populaires précarisées<sup>34</sup>. Ainsi, deux processus se renforcent mutuellement : à l'agrégation affinitaire des riches vient en effet s'ajouter ce

---

<sup>32</sup> Le concept d'attachement social, inspiré de la sociologie d'Émile Durkheim, part des différents types de liens qui attachent les individus entre eux et à la société. Ces liens leur assurent, de façon inégale, protection et reconnaissance dans quatre sphères distinctes de la vie morale (domestique, associative, professionnelle et civique). Ce concept d'attachement social permet d'analyser comment ils s'entrecroisent en chaque individu tout au long du processus de socialisation, et comment chaque société y contribue en fixant et en régulant les règles de la vie collective (Paugam 2016 ; Paugam, Beycan, Suter 2020). L'attachement social au lieu vise à explorer comment ces liens s'entrecroisent à l'échelle d'un territoire et entretiennent la mémoire collective.

<sup>33</sup> Le rapport social inverse, des pauvres à l'égard des riches, n'a pas fait l'objet d'études historiques aussi approfondies. Pierre Birnbaum a toutefois étudié de façon plus générale le mythe des « gros » opposé au « peuple », très répandu depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle (Birnbaum 1979). Cette perspective mériterait aujourd'hui un réexamen à partir d'enquêtes directes auprès des populations des quartiers déshérités.

<sup>34</sup> Dans son enquête dans les quartiers refondés de la région parisienne, caractérisés par une population de cadres et d'ingénieurs d'entreprises, notamment à Courbevoie et à Levallois-Perret, Bruno Cousin a pu vérifier que les habitants parlent d'adolescents extérieurs au quartier, qui se réunissent dans les allées boisées ou les jardins publics de ces espaces résidentiels, et qu'ils associent spontanément aux bandes de jeunes de banlieue et à la délinquance juvénile populaire (Cousin 2014).

que l'on pourrait appeler une ségrégation discriminante des pauvres (Cousin 2014). Si des travaux ont montré qu'il suffit d'une faible préférence des catégories supérieures pour résider à côté de ceux qui leur ressemblent pour que l'espace, *in fine*, se trouve ségrégué (Schelling 1971, 1978 ; voir chapitre 6), il apparaît légitime de se demander comment les riches justifient leur choix de résider dans un quartier ségrégué, et si ce choix résulte d'une volonté clairement exprimée de s'affranchir de la présence de catégories sociales jugées inférieures.

Après une présentation des études sur la perception de la pauvreté et la justification de recherches localisées et comparatives, reposant sur des entretiens approfondis recueillis auprès d'habitants de quartiers riches fortement ségrégués, nous analyserons dans ce chapitre comment ces habitants décrivent leur quartier à partir des valeurs morales qu'ils lui attribuent. Nous examinerons ensuite comment ils parviennent à s'affranchir de la proximité des catégories populaires, en se protégeant du risque qu'ils leur attribuent d'insécurité et de possible contamination physique, du fait de leurs comportements jugés contraires aux règles de propreté et d'hygiène corporelle. Enfin, il paraît indispensable d'interroger comment ces catégories privilégiées vivant dans des quartiers repliés sur eux-mêmes justifient les inégalités sociales et la pauvreté.

## 5.1. Étudier la perception de la pauvreté

Le réflexe spontané lorsque l'on se penche sur la question de la pauvreté est de commencer par définir qui sont les pauvres, afin de les compter, d'étudier comment ils vivent et d'analyser l'évolution de leur situation dans le temps. Plus rares, en revanche, sont les recherches qui portent sur les représentations sociales de la pauvreté, c'est-à-dire sur le sens que les individus donnent à ce phénomène en fonction de leurs expériences vécues et des processus d'échanges et d'interactions qui caractérisent la vie en société. Si, à la suite de Max Weber, l'on peut considérer les représentations sociales comme un vecteur de l'action des individus, il importe d'étudier de façon plus approfondie ce qui « flotte dans la tête des hommes réels » (Weber 1971), notamment lorsqu'ils voient et tentent d'expliquer le phénomène de la pauvreté, d'autant que chaque société adopte des politiques à l'égard des pauvres, lesquelles contribuent à donner un sens particulier et une fonction spécifique à la pauvreté (Simmel 1908 ; Gans 1972 ; Paugam 1991).

### 5.1.1. Une perception qui varie dans le temps et dans l'espace

Les historiens ont tenté d'expliquer comment le rapport social à la pauvreté a pu se transformer au cours des siècles (Polanyi 1983 ; Geremek 1987 ; Castel 1995) et les sociologues ont réussi à démontrer que les fonctions explicites ou sous-jacentes attribuées au système d'assistance aux pauvres ont fortement varié au cours du *xx*<sup>e</sup> siècle, en particulier selon les phases du développement de la société industrielle et de la conjoncture économique (Piven, Cloward 1971 ; Katz 1986, 1989 ; Paugam 1993 ; Gans 1995). Ainsi, Frances Fox Piven et Richard A. Cloward ont établi, à partir de l'exemple des États-Unis, que la fonction principale de l'assistance est de réguler les éruptions temporaires de désordre civil pendant les phases de récession et de chômage de masse. Cette fonction disparaît ensuite dans les phases de croissance économique et de stabilité politique pour laisser place à une tout autre fonction, qui est celle d'inciter les pauvres à rejoindre le marché du travail par la réduction parfois drastique des aides qu'ils obtenaient jusque-là (Piven, Cloward 1993). Dans la première phase, les pauvres sont considérés comme des victimes, et l'enjeu est d'éviter qu'ils se soulèvent contre le système social en place ; dans la seconde, ils sont considérés comme potentiellement paresseux et seule une politique de « moralisation » est jugée susceptible de transformer leurs comportements. Ces analyses mettent l'accent sur les cycles économiques et leurs conséquences sur les formes d'organisation de l'assistance, mais elles englobent inévitablement plusieurs dimensions et ne portent pas directement sur la perception de la pauvreté. En amont de ces mutations des politiques d'assistance, l'on peut toutefois faire l'hypothèse qu'il y a une transformation des représentations de la

pauvreté (Paugam 1993). Les politiques interviennent à la suite d'événements qui marquent l'opinion et qui modifient la perception.

Il convient ici de préciser ce que nous entendons par « perception de la pauvreté ». Dans le prolongement des travaux récents des psychologues sociaux, on peut distinguer les représentations collectives des représentations sociales (Moscovici 1982). Les premières s'opposent, dans l'esprit de Durkheim, aux représentations individuelles et supposent une forte stabilité de leur transmission, et de leur reproduction (Durkheim 1960). Elles perdurent à travers les générations et exercent une contrainte sur les individus. Les secondes impliquent, au contraire, à la fois une plus grande diversité d'origine, tant dans les individus que dans les groupes, et une possibilité d'évolution sous l'influence conjointe des mécanismes de reproduction et d'acquisition au cours des interactions multiples de la vie sociale. Par perception de la pauvreté, nous désignons les représentations sociales de la pauvreté, ce qui signifie que nous admettons la pluralité de ces dernières au sein d'une même société – et, *a fortiori*, quand l'on compare des sociétés différentes – et la possibilité de leur évolution en fonction de la conjoncture économique.

Depuis le milieu des années 1970, une grande attention a été accordée aux représentations de la pauvreté en Europe (Riffault, Rabier 1977 ; Rigaux 1994 ; Paugam, Selz 2005 ; Paugam 2013) ; les principaux travaux ont porté sur l'exploitation statistique et comparative d'Eurobaromètres. Parmi l'ensemble des questions posées dans ces enquêtes, l'une portait notamment sur les causes de la pauvreté. Elle permettait de distinguer deux explications traditionnelles et radicalement opposées de la pauvreté, celle qui met en avant la paresse ou la mauvaise volonté des pauvres et celle qui souligne, au contraire, l'injustice qui règne dans la société. L'explication par la paresse renvoie à une conception morale fondée sur le sens du devoir et l'éthique du travail. Dans cette optique, les pauvres sont en quelque sorte accusés de ne pas suffisamment se prendre en charge eux-mêmes, et les pouvoirs publics n'ont donc pas à les aider davantage. Selon cette approche, c'est chaque individu qui est responsable de lui-même, et seul son courage peut lui éviter de connaître la pauvreté. L'explication de la pauvreté par l'injustice renvoie, au contraire, à une conception plus globale de la société. Les pauvres sont avant tout des victimes d'un système qui les condamne. Dans cet esprit, les pouvoirs publics ont un devoir : aider les pauvres dans le sens d'une plus grande justice sociale. Ainsi, l'explication par la paresse et l'explication par l'injustice correspondent à des opinions contrastées, dont le sens idéologique et politique n'échappe à personne. Il a été ainsi possible de retracer l'évolution par pays de l'explication de la pauvreté par la paresse et par l'injustice depuis 1976 (Paugam, Selz 2005). Ces deux explications varient, en effet, à la fois selon le pays et selon la période de l'enquête. Si l'on compare, par exemple, la France et la Grande-Bretagne, il apparaît que l'explication par la paresse est toujours, quelle que soit la période de référence, plus souvent émise en Grande-Bretagne qu'en France. Pour interpréter ces différences, il faudrait tenir compte non seulement du type d'État providence, mais aussi de la façon dont on débat des inégalités dans chacun des pays, ce qui relève à la fois des expériences passées dans le domaine de la lutte contre la pauvreté, des acteurs engagés dans ce champ et, de façon plus générale, des modes d'intervention sociale (van Oorschot, Halman 2000). Il est également frappant de constater que l'explication de la pauvreté par l'injustice varie aussi fortement dans le temps. Dans neuf pays sur onze, elle atteint son maximum en 1993, à un moment où la conjoncture économique est très défavorable, avec un taux de chômage très élevé dans la plupart des pays et un taux de croissance très faible, voire négatif. L'explication de la pauvreté par l'injustice a diminué fortement en 2001 dans tous les pays, sauf en Grèce où elle s'est plutôt stabilisée à un niveau élevé. Enfin, elle a nettement progressé en 2009 dans tous les pays, progression que l'on peut considérer comme un effet de la crise financière de 2008 (Paugam 2013).

Bien entendu, ces analyses ne laissent aucune possibilité d'atteindre un niveau d'interprétation suffisamment fin à l'échelon d'une unité urbaine spécifique ou d'une couche sociale particulière. C'est la raison pour laquelle des enquêtes localisées, fondées sur des entretiens approfondis s'avèrent précieuses et complémentaires.

### 5.1.2. Comment les riches justifient-ils leur choix de résider dans un quartier ségrégué ?

Analyser le rapport social à la pauvreté à l'échelon d'un territoire plus fin que celui de la nation, notamment le quartier urbain, permet d'introduire des hypothèses supplémentaires. Il offre notamment la possibilité d'étudier la relation entre la ségrégation urbaine et le processus de distanciation sociale à l'égard des populations les plus exposées à la pauvreté. La littérature sur la ségrégation urbaine est très vaste – en particulier aux États-Unis –, et il n'est pas possible d'en faire ici une présentation détaillée. Ces travaux mettent en avant que les causes permanentes de la ségrégation urbaine sont à rechercher non seulement dans les pratiques discriminatoires observables sur le marché immobilier, mais aussi dans les stéréotypes de la pauvreté qui sont véhiculés dans les catégories moyennes et supérieures et, particulièrement aux États-Unis, dans la population blanche (Massey, Denton 1995 ; Farley *et al.* 1994).

Pour analyser le lien entre la perception de la pauvreté et la ségrégation urbaine, nous nous appuyons principalement dans ce chapitre sur une enquête comparative récente réalisée dans trois métropoles : Paris, São Paulo et Delhi (Paugam *et al.* 2017, voir encadré 5.1). Cette enquête part de l'idée générale que les différences en termes de ressources individuelles et locales, d'accès à ces dernières, et d'effets mesurables de la ségrégation importent, mais qu'elles doivent être analysées en les rapportant à la conscience que les contemporains ont des inégalités sociales et urbaines, ainsi qu'aux conclusions qu'ils en tirent pour éclairer ou justifier leurs pratiques. Étudier les représentations de la pauvreté parmi les catégories sociales supérieures ayant choisi de vivre dans un quartier autoségrégué, c'est prendre le parti d'analyser la relation entre des pratiques concrètes de recherche de l'entre-soi et des représentations du monde des pauvres, lesquelles peuvent être fondées, on y reviendra, sur la notion d'insécurité et la représentation des pauvres comme dangers pour les personnes et les biens (risques de vols, d'agressions physiques ou verbales, etc.), mais aussi sur la peur d'être en quelque sorte contaminé par des modes de vie jugés culturellement indésirables ou intolérables dans l'espace public. Les enfants sont d'ailleurs souvent considérés comme les premières victimes potentielles de cette contamination culturelle, contre laquelle il convient de se prémunir en exerçant un contrôle strict de leurs fréquentations. Ainsi, vivre dans un quartier « protégé » par le niveau social élevé de ses résidents et les prix du marché immobilier pourrait correspondre non seulement à une recherche de prestige et à une stratégie de reproduction sociale, mais aussi à une volonté de mise à distance des pauvres et de recherche d'un ordre local affranchi de toutes les nuisances et des coûts d'interaction associés par les classes supérieures à un espace ouvert et socialement mixte.

Dans ce type d'enquête, la qualité des entretiens recueillis est fortement dépendante de l'attitude de l'enquêteur face à la personne interviewée et de sa capacité à mettre son interlocuteur en confiance. Dans leur quotidien, les personnes interviewées n'ont pas à rendre compte de leurs pratiques devant une personne qui leur est étrangère. Les propos tenus par les interviewés dans ce cadre expérimental et artificiel ne peuvent être, dès lors, considérés comme l'expression directe et spontanée de leurs actes factuels ou des motifs réels qui les conduisent à agir de telle ou telle manière. Mais cette technique d'enquête, qui relève de la sociologie compréhensive, prend le parti d'étudier les expériences vécues et constitue un excellent moyen d'identifier les processus de création et de rationalisation du sens de ces dernières. Dans cette enquête, l'objectif visé était donc de comprendre en général comment les classes supérieures les plus ségréguées considèrent les pauvres, établissent ou non une frontière morale vis-à-vis d'eux et justifient l'ordre social de la structure de classe et l'ordre sociospatial de la ville.

L'enquête sociologique réalisée en 2012-2013 dans les grandes métropoles que sont Paris, São Paulo et Delhi (enquête PSPD) relève de l'approche qualitative et compréhensive. Elle s'appuie sur 80 entretiens approfondis – ou semi-directifs – par métropole, soit 240 au total, auprès de personnes vivant dans des quartiers riches fortement ségrégués. Ce nombre, qui peut sembler *a priori* assez élevé, nous a paru justifié par la nécessité d'avoir, dans chaque métropole, un échantillon permettant de tenir compte de la variété des quartiers et d'atteindre dans des proportions satisfaisantes les différentes composantes de l'élite. Quelles sont les

caractéristiques de ces trois métropoles ? Quels sont les quartiers dans lesquels l'enquête a été réalisée ? En choisissant la métropole parisienne, actuellement encore fortement touchée, comme les autres métropoles européennes, par des tensions et des révoltes urbaines en périphérie, et deux autres métropoles situées dans des pays émergents caractérisés par une forte croissance économique et le développement de la consommation de masse, l'objectif était de comparer les représentations de la pauvreté des catégories sociales supérieures en fonction de contextes économiques et sociaux contrastés. D'un côté, l'insécurité et le malaise social dans un environnement de pénurie d'emplois pour les moins qualifiés et les populations issues de l'immigration, de l'autre, le décollage économique dans une société où les inégalités héritées du contexte colonial et des formes de domination traditionnelles ont longtemps privé l'immense majorité de la population de la possibilité de sortir de la pauvreté et d'espérer une ascension sociale. Ainsi, alors que la métropole parisienne est confrontée à de nouvelles inégalités, que l'on peut juger menaçantes pour la cohésion sociale, les métropoles de São Paulo et de Delhi rattrapent à grands pas leur retard en termes de développement économique et offrent à certaines couches de la population des opportunités nouvelles d'amélioration de leurs conditions de vie. Ces trois métropoles ont toutefois en commun d'être toutes, chacune à leur façon, le théâtre de profondes mutations qui redéfinissent peu à peu les rapports sociaux. Dans chacune d'entre elles, les classes supérieures peuvent éprouver, du fait de ces mutations mais pour des raisons éventuellement différentes, le besoin de se regrouper dans des espaces résidentiels choisis et parfois sécurisés. Les métropoles choisies sont également très différentes les unes des autres du point de vue de l'histoire de leur urbanisation et du marché immobilier.

Dans chacune des métropoles, le choix des quartiers a été fait à la suite d'une pré-enquête. La visite de plusieurs quartiers et l'analyse comparative de ces derniers à partir d'observations ethnographiques, d'indicateurs statistiques et de documents historiques ou sociologiques ont permis de déterminer le choix en retenant des critères semblables de sélection dans chaque métropole. Le choix des terrains où enquêter s'est finalement porté sur douze espaces parmi les plus favorisés des trois métropoles étudiées : correspondant aux deux derniers échelons (sur dix-huit) de la typologie hiérarchisée des quartiers franciliens construite par E. Prêteceille (2003), au dernier échelon (sur seize) de celle élaborée par E. Prêteceille et A. Cardoso (2008) pour décrire São Paulo, et aux quartiers les plus luxueux de Delhi identifiés, à défaut de données précises sur leurs habitants, en mobilisant plusieurs indicateurs indirects de leurs niveaux socioprofessionnel et économique.

Les quartiers retenus dans les trois métropoles sont des quartiers historiques très connus à l'échelle de la ville ou de la métropole. Ils se distinguent notamment par le prix de l'immobilier. Leur délimitation géographique s'impose d'elle-même comme une évidence aux habitants, et n'a jamais été évoquée comme un sujet de préoccupation pour eux. À Delhi, il s'agit des quartiers de Sunder Nagar, Chattarpur Farms, Noida 15-A, Gurgaon, et à São Paulo des quartiers de Higienópolis, Morumbi, Jardins, Alphaville. À Paris, deux des quatre quartiers retenus sont situés dans les 5<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> arrondissements, et correspondent respectivement à des types très supérieurs (« espace de la bourgeoisie avec légère prédominance de catégories intellectuelles » et « espaces de la bourgeoisie à prédominance de chefs et cadres d'entreprise ») pris au milieu d'autres espaces bourgeois similaires. Un autre quartier, situé dans la commune de Ville-d'Avray et composé d'un mélange de maisons individuelles et de logements collectifs, quoique ponctuellement limitrophe avec des espaces moyens, était aussi principalement intégré au sein des territoires de l'Ouest francilien caractéristiques de classes supérieures. Enfin, un quatrième quartier a été choisi dans la commune du Vésinet (Yvelines), afin d'ajouter aux trois autres un espace situé un peu plus loin du centre de Paris et correspondant au plus ancien exemple de lotissement bourgeois périurbain de l'agglomération.

Une fois les quartiers sélectionnés dans chaque métropole, il restait à recruter les personnes à interviewer. Plusieurs méthodes ont été utilisées. Pour l'enquête francilienne, il a été possible de s'appuyer, pour chacun des trois quartiers situés respectivement dans les 5<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> arrondissements et à Ville-d'Avray, sur des listes d'habitants appartenant à un ménage de classe supérieure et qui avaient déjà accepté de répondre à une enquête précédente par questionnaires (l'enquête « Santé, inégalités et ruptures sociales », SIRS). Dans la commune du Vésinet, les interviewés ont été recrutés essentiellement *via* une prise de contact directe dans les espaces publics de la commune (dans les parcs, dans les rues, devant les commerces et à la sortie de la messe, etc.) effectuée par le coordinateur de l'enquête. Dans les quartiers des deux autres métropoles, c'est la technique dite de « boule de neige » qui a été la plus souvent mobilisée. Cette dernière consiste, à partir de premiers contacts diversifiés dans le quartier, à demander aux interviewés d'indiquer d'autres personnes de leur connaissance susceptibles d'accepter un entretien. Ainsi, en sélectionnant d'abord des quartiers avec une très forte concentration de ménages à hauts revenus et ensuite des habitants de ces quartiers caractérisés par leur niveau de vie

particulièrement élevé, l'enquête PSPD a pu atteindre la minorité de classes supérieures habitant dans les beaux quartiers des trois villes étudiées.

**Encadré 5.1.** *Enquêter dans les beaux quartiers à Paris, São Paulo et Delhi*

## 5.2. La constitution d'une frontière morale

Quel peut être l'intérêt pour les plus riches de s'affranchir de la présence de catégories jugées socialement inférieures dans leur quartier et de combattre, par conséquent, toute politique publique visant à favoriser la mixité sociale ? La réponse qui s'impose est de s'assurer des meilleures chances de reproduction sociale. Pour y parvenir, il leur semble nécessaire de construire ce que l'on pourrait appeler une frontière morale.

### 5.2.1. Un entre-soi idéalisé

Les classes supérieures vivant dans ces quartiers fortement ségrégués s'accordent, le plus souvent, sur les fondements d'un ordre moral conforme à leur représentation du territoire où elles résident. Cet ordre moral apparaît, selon Durkheim, comme le produit de l'attachement des individus à des groupes sociaux et à la société dans son ensemble (Durkheim 2012). Il repose tout d'abord sur un esprit de discipline, lequel implique un consensus sur les façons bonnes et respectables de se comporter les uns envers les autres et, à l'inverse, sur les comportements à proscrire parce que considérés unanimement comme relevant d'un manquement au savoir-vivre, au savoir-parler et au savoir-être, qui caractérisent l'*ethos* bourgeois. La défense d'un ordre moral renvoie ainsi très souvent à une stratégie de distinction de classe fondée sur l'idée de la supériorité, voire de la prédisposition, des riches à créer et transmettre à leurs enfants une éducation morale complète et rigoureuse, qu'ils estiment en cela distincte des autres couches de la société. Les habitants des quartiers riches interviewés dans l'enquête PSPD exprimaient de façon presque unanime leur conviction d'être socialement, mais aussi et surtout moralement supérieurs aux autres couches de la population. Leur sentiment partagé de résider là où il convient de résider, conformément à leur statut social, leur permet de vivre en harmonie avec eux-mêmes et leurs semblables, et d'éviter les tensions, incompréhensions ou altercations dont ils pressentent le caractère inévitable en présence d'autres classes sociales. Ils reconnaissent ainsi ouvertement les avantages que procure une autoségrégation. Le monde dans lequel ils vivent est, selon eux, incomparable parce que fondé sur des valeurs morales spécifiques. Ainsi, la défense d'un ordre moral peut renvoyer à une stratégie de distinction de classe comprise au sens large, c'est-à-dire fondée sur l'idée de la supériorité des riches et de leur prédisposition à créer et perpétuer une éducation morale distincte des autres couches de la société. Autrement dit, les stratégies de distinction des catégories supérieures, dont les travaux de Pierre Bourdieu ont démontré l'inscription dans des pratiques culturelles (Bourdieu 1979), se fondent également sur des formes diverses de justification de leur supériorité morale (Lamont 1995). Celles-ci se traduisent dans le discours par la définition d'une sorte de barrière sociale, pour reprendre la métaphore de la barrière et du niveau que proposait Edmond Goblot dans son étude de la bourgeoisie française (Goblot 1925). Cette métaphore se révèle encore aujourd'hui particulièrement suggestive puisque le quartier bourgeois ségrégué se présente le plus souvent comme un espace protégé par une barrière symbolique visant à faire comprendre aux éventuels intrus qu'ils n'y ont pas leur place, tant ce dernier regroupe des personnes le plus souvent unies et solidaires pour préserver la supériorité de leur niveau social.

Pour les ménages qui ont des enfants, résider dans un « bon » quartier permet aussi d'accéder à une « bonne » école et, par conséquent, à une « bonne » éducation (voir chapitre 1). Dans les représentations des personnes interviewées, la composition sociale de l'école est l'un des critères majeurs pour déterminer sa qualité, sachant qu'il ne fait aucun doute pour les parents que leurs enfants progresseront plus vite s'ils sont entourés d'enfants d'un niveau social comparable. Inscrite au cœur du



quartier, l'école constitue le centre de gravité de la socialité des enfants et des adolescents. Il est donc capital pour les parents de leur assurer également les meilleures chances de fréquenter des camarades qui partagent les mêmes centres d'intérêt et les mêmes valeurs morales. Si le choix de l'école est devenu une question centrale également pour les classes moyennes, qui souhaitent le plus souvent éviter « l'école de la périphérie » (van Zanten 2001), l'analyse des effets de la carte scolaire, censée répartir les élèves en fonction de leur lieu de résidence, aboutit toutefois au constat que les classes supérieures en tirent généralement le plus grand profit. Dans les représentations les plus répandues, la logique de l'entre-soi est associée à la performance scolaire, et en constitue par conséquent un passage obligé (Oberti 2007).

Si, dans ce type de quartier, les relations sociales s'entrecroisent fortement, cela ne veut toutefois pas dire que tous les habitants sont liés les uns aux autres de façon fusionnelle. Ce qu'il se joue dans le quartier peut relever toutefois de ce que Robert Sampson (2012) appelle l'« efficacité collective » (*collective efficacy*), c'est-à-dire d'une combinaison de confiance mutuelle et d'attentes communes en termes de contrôle social. Ce qui unit les habitants d'un quartier autoségrégué suppose l'existence d'un cadre normatif consensuel, la référence commune à des valeurs jugées essentielles. Nul besoin que tous se connaissent, il suffit de partager la certitude que l'on peut mutuellement se faire confiance, éventuellement faire face ensemble à des problèmes qui touchent le quartier de façon globale, voire développer des stratégies collectives pour défendre des intérêts spécifiques concernant l'ordre, la sécurité, le bien-être des habitants.

### 5.2.2 Un ordre moral différencié au sein des quartiers

Il ne faudrait pas non plus voir le quartier riche et ségrégué comme parfaitement homogène du point de vue des valeurs. Des voix s'y font parfois dissonantes. Dans les quartiers de la bourgeoisie patrimoniale de Paris, tels que le 16<sup>e</sup> arrondissement par exemple, certains habitants épousent des valeurs résolument progressistes et explicitement opposées aux tendances conservatrices de la majorité des habitants. Cela provoque chez eux un sentiment pouvant aller jusqu'à l'écœurement face à des comportements qu'ils jugent souvent hypocrites et socialement dominateurs. En d'autres termes, la croyance très répandue des élites de partager avec leurs voisins une communauté de valeurs et d'intérêts fondée sur une même appartenance de classe – ce qui prédispose au maintien d'un ordre moral jugé supérieur – n'interdit pas des luttes de distinction sociale en son sein entre les différentes composantes de la bourgeoisie.

Il existe ainsi, dans chaque métropole, à la fois une volonté plus ou moins forte de clôture sociale des quartiers riches sur eux-mêmes, sous la forme de pratiques d'autoségrégation d'autant plus efficaces qu'elles correspondent à des stratégies le plus souvent savamment élaborées par la plupart des habitants, et aussi, dans certains quartiers plus que dans d'autres, une volonté de se prémunir du risque de nivellement par le bas, notamment quand de nouveaux venus introduisent des habitudes jugées non entièrement conformes à l'*ethos* bourgeois traditionnel.

### 5.3. Se préserver des catégories populaires

Si l'entre-soi est considéré par les plus riches comme une garantie de paix sociale dans leur quartier, la plupart d'entre eux partagent néanmoins la conviction que cette garantie est toute relative et qu'il est absolument nécessaire de rester vigilants face à toutes menaces perturbatrices venant de l'extérieur. L'un des enjeux est, par exemple, d'éviter la construction de logements sociaux dans ces quartiers ou ces communes bourgeoises. La loi française du 13 décembre 2000, dite « SRU » (solidarité et renouvellement urbain), oblige cependant les communes d'une certaine taille à disposer d'un parc de logements sociaux aujourd'hui équivalent à 25 % de l'ensemble des habitations (« loi Duflot » de 2013). Cette mesure, considérée comme l'une des pièces maîtresses d'une politique du logement, à la fois

solidaire et républicaine, est toutefois fortement contestée par les administrés de ces communes huppées, qui y voient le risque d'une cohabitation jugée gênante avec des catégories socialement inférieures. Certaines communes, sous la pression exercée par des familles riches et influentes, ont préféré payer des amendes d'un montant très élevé prélevé sur le budget municipal. C'est ainsi que certaines communes ont maintenu un taux très faible de logements sociaux (moins de 3 %, par exemple, à Neuilly-sur-Seine, ville très bourgeoise, dont l'ancien président Nicolas Sarkozy a été maire de 1983 à 2002, alors que la commune voisine, Nanterre, de tradition ouvrière, en compte plus de 50 %). Rappelons ici aussi la mobilisation massive, acharnée et médiatisée en 2016 des habitants du 16<sup>e</sup> arrondissement de Paris contre le projet de construction d'un centre d'hébergement pour sans-abri et réfugiés à l'orée du bois de Boulogne. Cette détermination est l'expression d'une volonté farouche des habitants de ces quartiers privilégiés de préserver leur entre-soi en repoussant les plus pauvres aux marges de la société et de la périphérie urbaine. Il s'agit donc de se préserver des catégories populaires et des nuisances qu'elles seraient susceptibles d'apporter dans le quartier.

### **5.3.1 La méfiance et la répulsion à l'égard des pauvres**

La menace sécuritaire atteint son paroxysme dans des métropoles comme São Paulo. Non seulement les inégalités de revenus y sont les plus élevées (l'indice de Gini s'élève à 0,56, contre 0,42 à Paris), mais la criminalité y atteint aussi des taux très importants<sup>35</sup>. Dans l'enquête PSPD, les personnes interrogées dans cette métropole évoquent en premier lieu l'insécurité quand l'on aborde avec elles la question de la pauvreté. Se protéger des classes pauvres, perçues comme dangereuses, devient leur combat quotidien tant celui-ci implique une vigilance permanente. Les riches vivent en effet dans un climat de tension réel et adoptent des stratégies de protection dans tous les actes de la vie quotidienne. Ils se promènent rarement à pied dans leur quartier et encore moins dans les autres espaces de la ville. Ils prennent très exceptionnellement les transports en commun, préférant la sécurité de leur voiture personnelle, parfois blindée. Certains disent même préférer ne plus sortir dans les espaces publics, comme les restaurants, ou éviter les heures tardives de la journée pour s'y rendre. Les sorties culturelles sont parfois prosrites. Ils ne vont pas au cinéma, auquel ils préfèrent leur home cinéma. Il existe même des adhésifs qui permettent d'identifier les voitures des membres du quartier autorisés à circuler près des lieux publics, comme les écoles.

Face au caractère menaçant de leur environnement urbain, les plus riches se réfugient dans le confort de l'intérieur domestique, lequel doit refléter leur statut social et les normes qui l'accompagnent. Ils accordent également beaucoup d'importance à l'immeuble de résidence. La recherche de signes ostentatoires va de pair avec la sophistication des moyens de sécurisation de l'espace. Plus ce dernier est sécurisé et doté de signes ostentatoires de richesse, plus ses habitants en sont satisfaits. Les réunions de copropriété sont souvent l'occasion d'une surenchère dans ce domaine. L'insécurité est partout, la vie sociale est donc plus limitée. Parmi les personnes interviewées, certaines reconnaissent être très isolées dans leur quartier, beaucoup disent ne pas connaître leurs voisins, et la plupart se replie sur l'espace domestique et les liens au sein de la famille. Les riches choisissent souvent un quartier riche parce qu'ils veulent être entourés de personnes de même statut social, de même opinion politique et de même niveau culturel – il est important pour eux que leurs enfants fréquentent des écoles privées de bon niveau et homogènes socialement –, mais le contexte général d'insécurité limite de façon drastique leurs relations au sein de celui-ci, comparativement à ce qui peut exister dans certains quartiers de Paris ou de Delhi. Il existe toutefois des variations d'un quartier à l'autre. Lorsqu'il présente une plus grande homogénéité, c'est le cas par exemple du quartier des Jardins, les membres de la grande bourgeoisie patrimoniale de São Paulo parviennent néanmoins à recréer entre eux une

---

<sup>35</sup> Le taux d'homicides pour 100 000, par exemple, était au moment de l'enquête de 25,2 au Brésil, contre 5,5 en Inde et seulement 1 en France (source : Office des Nations unies contre la drogue et le crime, données de 2012).

sociabilité importante et dense, notamment à travers leur participation régulière à des clubs huppés et très sélectifs.

Si la question de la dangerosité des pauvres domine les discours, la question de la souillure et du manque d'hygiène est également présente, mais intervient le plus souvent comme facteur secondaire. Les personnes interrogées parlent rarement des *favelas*, alors même qu'elles sont parfois situées près de chez elles. C'est un autre monde qu'elles connaissent très mal et auquel elles se sentent totalement étrangères. Il est inconcevable pour elles d'entrer dans ces *favelas*. En revanche, elles parlent volontiers de la pauvreté du centre-ville, associant la saleté de ce dernier à l'insécurité qui y règne. La « Cracolândia », lieu du trafic de crack situé dans le centre-ville à côté du nouveau théâtre (Sala São Paulo), est très souvent citée par les personnes interviewées comme le lieu repoussoir par excellence. Dans cette zone urbaine, la concentration des pauvres et des sans-domicile leur fait peur, mais les dérange aussi, ne fût-ce que par les odeurs d'ordures et d'excréments qui souillent les rues. Elle est une face bien réelle de São Paulo dont ils ont pleine conscience, mais qu'ils s'efforcent par tous les moyens d'ignorer en évitant soigneusement de s'y rendre, alors même que certains lieux culturels récemment restaurés, comme le théâtre municipal ou la grande bibliothèque Mário de Andrade, s'y trouvent et devraient logiquement les attirer.

Le contact des riches avec les classes populaires se fait par l'intermédiaire des employés de maison, et la question de l'hygiène est évoquée également à cette occasion. Plusieurs personnes interviewées avouent exercer un contrôle strict sur leur personnel domestique pour s'assurer de leur propreté absolue et de leurs habitudes irréprochables dans ce domaine. C'est d'ailleurs pour eux un critère d'embauche et une raison susceptible de justifier un licenciement immédiat. La peur d'être contaminé est donc bien réelle et conduit à une surveillance de tous les instants, notamment dans le maniement des ustensiles et des denrées alimentaires de la cuisine. Pour se justifier de l'exercer, les catégories supérieures invoquent une attention bienveillante – de nature paternaliste –, en mentionnant même la mission civilisatrice qui est la leur auprès des pauvres qu'ils côtoient à cette occasion.

D'une façon plus générale, si l'on devait résumer les représentations de la pauvreté parmi les membres de l'élite de São Paulo, il faudrait insister sur la fonction sociale de la violence. C'est en effet l'insécurité permanente qui permet aux riches de légitimer leur souci de distanciation et de protection à l'égard des catégories sociales jugées menaçantes. Mais ce repli protecteur est davantage un repli sur la sphère domestique qu'un repli sur le quartier. L'immeuble de résidence s'apparente en cela à un château fort, dont les critères de sécurité se conjuguent à des critères esthétiques pour signifier le prestige social des ménages qui y résident. La vie sociale y reste limitée. S'il existe des exceptions et des lieux spécifiques de sociabilité bourgeoise dans certains quartiers, pour beaucoup de personnes interviewées, l'essentiel se joue dans la sphère privée. Les liens familiaux sont les liens de proximité de prédilection, ceux sur qui il est facile de compter. Pour assurer le confort de la vie domestique, des employés de maison issus des catégories populaires sont sélectionnés, éduqués, et souvent plus ou moins intégrés à la famille dans une relation de domination-protection.

La métropole de Delhi présente de nombreuses similitudes avec la métropole de São Paulo en ce qui concerne les réactions que suscite la présence des pauvres dans l'espace urbain. Si la violence est moindre à Delhi qu'à São Paulo et suscite globalement moins d'inquiétude, la question de l'insécurité n'en reste pas moins cruciale. Plusieurs interviewés expliquent que leur quartier est le premier garant de leur sécurité. Vivre dans un quartier riche, inaccessible aux pauvres ou aux autres catégories de la population, est considéré comme une source de protection. Les riches ont en tête la cartographie de la ville et savent distinguer la zone de sécurité – que l'un d'entre eux appelle même sa « zone de confort » – des autres zones jugées infréquentables, même lorsqu'elles concernent des quartiers de classes moyennes, voire de classes moyennes supérieures. L'espace de résidence est le plus souvent clôturé à deux niveaux : celui de la *gated community* et celui de l'habitation. On y trouve généralement un système de sécurité dont la complexité des dispositifs peut se rapprocher de celle observée dans les

quartiers riches de São Paulo. Il faut noter aussi l'insécurité qui touche spécifiquement les femmes, en raison de la fréquence des agressions sexuelles. Cette inquiétude, évoquée de façon pudique par les femmes, suscite aussi l'angoisse des maris à l'égard de leur épouse et des pères à l'égard de leurs filles. L'insécurité renvoie également au caractère chaotique des transports et aux nombreux accidents de circulation que la plupart des interviewés attribuent avant tout aux incapacités et aux incivilités des conducteurs jugés « non civilisés ». Enfin, d'aucuns se disent préoccupés par la probable frustration des employés domestiques face aux dépenses somptuaires de leurs patrons et, parmi eux, certains vont même jusqu'à s'inquiéter d'une menace de révolte sociale. Autrement dit, l'insécurité que ressentent les riches est diffuse et se traduit par une vigilance quotidienne qui conduit à réduire l'espace urbain à quelques enclaves et à circuler, comme le disent certains, « d'île en île ».

Cette méfiance envers les pauvres, potentiellement dangereux, qui sévissent dans des zones à éviter absolument, se double néanmoins d'une appréhension supplémentaire, qui prend à Delhi une proportion considérable vis-à-vis de la saleté et du manque d'hygiène qui caractérisent la plupart des espaces publics de cette métropole. Certains interviewés insistent sur le dégoût qu'ils éprouvent face à l'insalubrité, la saleté et l'état désastreux des infrastructures. Certes, beaucoup y sont habitués et n'y prêtent plus vraiment attention, se contentant d'éviter ces zones jugées infâmes, où le peuple se concentre et vit dans une misère perçue comme effroyable et repoussante. Comme à São Paulo, l'élite sélectionne les lieux où il est possible de circuler et ceux qu'il convient de proscrire. Le quartier de Old Delhi, mais aussi les quartiers de l'Est et de l'Ouest, inspirent généralement un sentiment de dégoût prononcé. Mais, de manière surprenante, cet ostracisme spatial touche aussi certaines zones du Sud, comme les villages urbains, les « colonies » de classes moyennes et les marchés surpeuplés. Leurs habitants sont perçus comme peu civilisés, à la fois bruyants et peu respectueux de l'environnement. Face à cette insalubrité ambiante, l'élite se protège au quotidien, en rétrécissant encore davantage son périmètre urbain vital. Autrement dit, la question de l'hygiène est omniprésente dans les attitudes et les représentations des riches à l'égard des pauvres, et parfois même à l'égard des autres couches de la population, et elle contraint leurs pratiques et mobilités géographiques. Le manque de propreté de l'espace public et de certains espaces semi-publics ou privés est évoqué de façon récurrente pour justifier la mise à distance de franges spécifiques, mais finalement assez nombreuses, de la population. De façon nettement plus radicale qu'à São Paulo, les critères de démarcation, à la fois spatiale et sociale, se fondent sur une certaine idée de l'hygiène et du caractère plus ou moins civilisé des différents groupes sociaux.

### **5.3.2 Un sentiment grandissant d'insécurité dans les quartiers riches parisiens**

Autant dire toute de suite que ces deux raisons sont moins souvent évoquées par les riches dans la métropole parisienne. Cela ne veut pas dire que l'élite parisienne ne se préoccupe pas de sa sécurité. À Paris, comme ailleurs, le sentiment d'insécurité est même en augmentation, comme en témoignent les attentes de plus en plus vives en matière de renforcement de la vidéosurveillance à l'entrée des résidences privées, mais aussi dans l'espace urbain en général. Dans les magasins et les lieux publics, les vigiles sont en constante augmentation. Enfin, le discours sécuritaire, à Paris comme ailleurs, se répand aussi bien à travers l'offre de services et d'équipements – la sécurité est un marché florissant – que dans les programmes des partis politiques, de gauche comme de droite. Bien que l'élite parisienne n'échappe pas à cette tendance, il est toutefois rare qu'elle mentionne l'insécurité comme une préoccupation fondamentale et qu'elle réclame des mesures de prévention susceptibles de restreindre la liberté de mouvement et de circulation. Les interviewés parisiens prennent régulièrement les transports en commun, que ce soit le bus, le métro ou le RER, ce qui est inenvisageable pour la plupart des interviewés brésiliens ou indiens<sup>36</sup>. L'espace public où se croisent potentiellement, dans un flux

---

<sup>36</sup> La ségrégation des riches franciliens est plus faible en journée que la nuit, car leurs déplacements quotidiens les conduisent à se mélanger aux autres groupes sociaux. Malgré tout, les riches demeurent plus fortement ségrégués en Île-de-France que les pauvres, quelle que soit l'heure de la journée (Le Roux *et al.* 2017).

continu, des personnes de milieux sociaux différents, n'est pas vécu à Paris comme une menace, mais au contraire, comme un bien commun accessible à tous et devant le rester, et comme le symbole et le lieu par excellence de la vie urbaine. Certes, d'aucuns, notamment des femmes, signalent qu'elles évitent de prendre les transports en commun tard le soir, surtout lorsqu'elles se rendent à des soirées en tenue distinguée, ou encore qu'elles ne portent pas de bijoux de valeur dans le métro, mais ces précautions semblent élémentaires, voire banales, tant elles semblent correspondre à des pratiques répandues dans de nombreuses couches sociales (voir chapitre 2).

Cette relative tranquillité de la vie quotidienne parisienne ne signifie pas pour autant que les personnes interviewées ignorent la spécificité des quartiers « populaires » de Paris intra-muros et des stations de métro qui les desservent, mais comme ces quartiers ne sont pas les lieux qu'elles fréquentent régulièrement, ils ne constituent pas pour elles une gêne particulière. Autrement dit, vivre dans l'entre-soi d'un quartier riche de la métropole parisienne est rarement évoqué comme la résultante du besoin impérieux de se protéger de l'insécurité liée à la supposée dangerosité des pauvres. La menace sécuritaire renvoie davantage à un sentiment diffus qui traverse la société tout entière (Castel 2003), avant d'être orienté vers un groupe précis de la population, en l'occurrence les pauvres. En revanche, quand la menace est perçue comme se rapprochant, comme ce fut le cas dans le 16<sup>e</sup> arrondissement de Paris après la décision de construire un foyer d'hébergement pour réfugiés juste à proximité du bois de Boulogne, de nombreux habitants n'hésitent pas à se mobiliser collectivement pour manifester une hostilité farouche à l'égard de populations déshéritées soi-disant susceptibles de troubler le voisinage et de représenter un danger pour eux-mêmes et leurs familles. La question de l'insécurité ressurgit alors immédiatement. Mais elle ne pose pas de problème majeur tant qu'elle peut être mise à distance. Tant que les riches se sentent protégés par leur entre-soi et par la configuration spatiale de leur quartier qui les éloignent géographiquement des quartiers populaires, ils ne se sentent généralement pas en danger.

Par ailleurs, dans les entretiens recueillis à Paris, la question du manque d'hygiène des pauvres et du risque de contamination est encore plus rarement mise en avant que celle de leur dangerosité. La plupart des interviewés considèrent que Paris est une ville globalement propre. Il est frappant de constater qu'une gêne assez récurrente, du moins dans le 16<sup>e</sup> et, dans une moindre mesure, dans le 5<sup>e</sup> arrondissement, est liée surtout à la présence d'excréments canins sur les trottoirs, gêne qui n'est pas due à la présence indésirable des pauvres, mais bien plutôt aux pratiques des propriétaires de chiens vivant dans le quartier. L'hygiène ne semble donc pas une préoccupation majeure de la bourgeoisie vis-à-vis des pauvres, comme cela a été le cas au XIX<sup>e</sup> siècle. Le tableau décrit par Louis Chevalier (1958) ne correspond plus à la réalité. Cela dit, certains interviewés ont mentionné la gêne qu'ils éprouvent quelquefois dans les transports en commun aux moments de grande affluence, lorsque la promiscuité devient pour eux oppressante, lorsque les corps sont collés les uns aux autres et que des odeurs de transpiration se répandent. Mais ces personnes relativisent elles-mêmes le plus souvent ces désagréments, et seules quelques personnes ont évoqué le risque de maladies (par ailleurs bénignes, comme le rhume ou la grippe<sup>37</sup>). De plus, si certaines pratiques sont réprochées, comme le fait de laisser traîner des ordures ou d'éventrer des sacs-poubelle en plastique pour recueillir ce qu'ils contiennent, ces critiques ne sont pas dirigées vers les pauvres en général, mais vers certaines catégories jugées négligentes, des jeunes insouciantes et irresponsables, des populations immigrées, de l'Est notamment, considérées comme sales et mal éduquées. Autrement dit, mises à part ces gênes sporadiques, la question de l'hygiénisme semble globalement résolue, et ne constitue en tout cas pas une source majeure de malaise parmi les classes supérieures de la métropole parisienne vivant dans les quartiers les plus exclusifs et les plus anciennement bourgeois. Cela s'explique en grande partie au regard de l'histoire de l'urbanisation et des réformes sanitaires. Contrairement à São Paulo et Delhi, Paris a connu dès le XIX<sup>e</sup> siècle une réorganisation profonde et structurelle, fondée sur une conception à la fois hygiéniste et sécuritaire, conduisant à repousser les pauvres à la périphérie ou dans des

---

<sup>37</sup> L'enquête PSPD a été réalisée avant la pandémie de coronavirus.

arrondissements spécifiques éloignés des quartiers bourgeois. Le processus d'expulsion radicale des pauvres que l'on observe aujourd'hui à Delhi et São Paulo a, en réalité, existé à Paris un siècle et demi plus tôt. Il est donc plus facile pour les personnes interviewées à Paris, comparativement à celles qui l'ont été dans les deux autres métropoles, de tenir aujourd'hui un discours plus mesuré sur les pauvres, tant la proximité de ces derniers leur apparaît globalement moindre, tout comme le risque d'en subir directement les nuisances supposées. Il en aurait probablement été autrement si nous avions interviewé des personnes riches habitant dans des quartiers moins ségrégués ou à proximité immédiate de quartiers pauvres : le souci de la sécurité et de la mise à distance des pauvres aurait certainement été beaucoup plus prégnant.

Les représentations qui sous-tendent la rationalisation du caractère indésirable des pauvres s'ordonnent donc différemment dans les trois métropoles. Les questions d'insécurité et d'hygiène apparaissent moins centrales à Paris. Les riches se servent plus rarement de ces arguments pour justifier leurs pratiques autoségrégatives, non pas que ces questions soient totalement absentes de leurs préoccupations, mais surtout parce que les espaces qu'ils fréquentent ou par lesquels ils transitent au sein de la métropole parisienne apparaissent comme globalement préservés de ces risques, qui sont considérés comme majeurs dans les deux autres métropoles. En revanche, à São Paulo et à Delhi, la pauvreté sert de repoussoir aux riches et les arguments de la dangerosité et du manque d'hygiène des pauvres sont évoqués sans retenue. Mais si ces deux motifs sont conjointement mobilisés dans les deux métropoles, ils n'y ont pas pour autant la même importance. À São Paulo, le sentiment d'insécurité est nettement plus intense, tandis qu'à Delhi, la question du manque d'hygiène est prééminente.

#### **5.4. Justifier les inégalités de classe et la pauvreté**

Au-delà de l'évocation du caractère indésirable des pauvres, la rationalisation des inégalités sociales fait appel à un autre registre narratif pour justifier des pratiques autoségrégatives dans l'espace urbain. Ce dernier est plus construit que le précédent, au sens où il dépasse la répulsion spontanée qu'inspirent les pauvres. Il fait appel à une conception de l'ordre social fondée sur des arguments le plus souvent idéologiques qui, autour de la naturalisation de la pauvreté et de conceptions déterminées du mérite, mobilisent le sens de la justice et de la cohésion sociale (Reis, Moore 2005).

##### **5.4.1 La neutralisation de la compassion**

Le thème du mérite et de la culpabilisation des pauvres peut, par exemple, être mêlé à celui de la naturalisation de la pauvreté, d'autant plus que la paresse peut être attribuée à un trait culturel ou à une forme naturalisée de personnalité. Dans les quartiers riches de Delhi, la naturalisation de la pauvreté s'opère tout d'abord sous un registre religieux. Selon la théorie du *karma*, les pauvres naissent pauvres en raison de leurs actes dans des vies précédentes (Weber 2003). Au-delà de cette dimension religieuse, la croyance que les groupes sociaux, en raison de leur culture de caste et de classe, ou de leur origine régionale, ne peuvent se mélanger est très répandue (Naudet 2014). Les pauvres sont donc naturellement disposés à certains modes de vie. Notons que, dans sa forme extrême, la naturalisation de la pauvreté peut même conduire à sa négation : les personnes désignées comme « pauvres » le sont par rapport aux autres catégories sociales, elles ne le sont pas si l'on considère qu'elles appartiennent à un autre monde, caractérisé par des critères d'organisation familiale et d'intégration sociale spécifiques. Les personnes riches à Delhi manifestent souvent sans retenue le dédain et le mépris qu'elles éprouvent pour les plus pauvres. Il s'agit d'un racisme de classe fondé sur la croyance que les pauvres forment une humanité distincte et que, dans ces conditions, la solution du séparatisme est la meilleure. Ce racisme se traduit par une opposition radicale à tout programme de mixité sociale, notamment dans le système scolaire, en raison de l'impossibilité supposée des pauvres à interagir avec les autres couches sociales et, *a fortiori*, avec l'élite. Certains riches vont même jusqu'à reconnaître que, pour eux, en cas d'accident grave, il conviendrait de secourir en priorité leurs semblables plutôt

que les pauvres, puisque la valeur de ces derniers est moindre. L'empathie à l'égard des plus démunis reste marginale et, lorsqu'elle apparaît, ce n'est bien souvent que sous le voile hypocrite de la dissimulation du refus absolu du principe égalitaire. Certes, des personnes ayant séjourné dans des pays occidentaux éprouvent parfois quelques difficultés à cautionner entièrement l'ordre inégalitaire de leur pays, mais la culture du séparatisme de classe y étant si prégnante, ils jugent impossible de la modifier, d'autant qu'elle les avantage et les conforte dans leur statut. La naturalisation de la pauvreté est très présente en Inde, mais elle s'intègre à un processus bien plus étendu de naturalisation de l'ordre social.

La théorie du *karma* n'implique pas une assignation indépassable à la position sociale de naissance, puisqu'une certaine rédemption est possible en fonction des actes passés ou présents. Elle entretient, de ce fait, une certaine connivence avec l'idéologie du mérite : chacun est jugé responsable de ses actes. Il est ainsi frappant de constater une certaine porosité entre la référence religieuse qui fonde l'argument de la naturalisation de la pauvreté et la référence à la méritocratie. D'où la dénonciation régulière de la paresse et de la malhonnêteté des pauvres. Certains interviewés se lamentent du manque total d'énergie au travail qu'ils observent chez de nombreux pauvres. D'autres s'en prennent aux mendiants profiteurs. Ces constats dérivent très vite vers une remise en cause radicale de tous les programmes sociaux destinés à réduire la pauvreté, dont on sait par ailleurs qu'ils sont peu nombreux en Inde, ou de toutes les politiques de discrimination positive fondées sur l'établissement de quotas, notamment à l'université. D'aucuns y voient non seulement une injustice, mais encore un risque de dégénérescence des élites indiennes. D'une façon plus générale, il ressort des entretiens une adhésion relativement consensuelle à l'idéologie néolibérale et au principe méritocratique qui la fonde. Autrement dit, dans le cas indien, la naturalisation de la pauvreté et, plus généralement, de l'ordre social, qui prend des formes extrêmes, constitue un argument majeur en faveur de la pratique autoségrégative des riches, mais elle n'interdit pas pour autant son adaptation relativement souple et efficace à l'idéologie du mérite et, partant, son ancrage contemporain dans le néolibéralisme tel qu'il se déploie à l'échelon international. Les élites indiennes apparaissent ainsi à la fois traditionnelles et, en même temps, en phase avec l'idéologie dominante qui guide le capitalisme mondial.

On trouve aussi ce processus de naturalisation de la pauvreté au Brésil, dans le discours des habitants des beaux quartiers. Ces derniers voient en effet dans les pauvres une population tellement en marge de la société, tellement en dehors de la civilisation, qu'il faut soit s'en protéger par tout un système raffiné de sécurités (clôture de l'espace privé, systèmes de vidéosurveillance, vigiles permanents aux entrées d'immeubles, etc.), soit reprendre à zéro leur éducation, ce qui est d'ailleurs envisagé lorsqu'il s'agit d'en faire des employés domestiques (Giorgetti 2015). Un rapport de domination traditionnelle, en partie héritée de l'époque de l'esclavage (tardivement aboli dans ce pays), teintée de paternalisme bienveillant, se greffe alors sur cette représentation de l'infériorité jugée naturelle des pauvres. À la différence de ce que l'on relève à Delhi, la naturalisation de la pauvreté et des inégalités n'est pas formulée dans un registre religieux. Les personnes interviewées expliquent très souvent les inégalités comme relevant avant tout d'un processus naturel. Beaucoup font référence au talent ou au QI d'un individu pour expliquer sa « réussite » (ou l'absence de celle-ci). Leur raisonnement s'énonce alors le plus souvent en termes biologiques, parfois même en se fondant sur des études scientifiques, et convoque le mécanisme de sélection naturelle. L'un des interviewés s'en remet à son observation personnelle et souligne que, au sein d'une même fratrie, les inégalités peuvent être très fortes, alors que chacun a reçu la même éducation, ce qui prouve selon lui que les capacités différentielles sont d'ordre biologique. La naturalisation de la pauvreté a pour conséquence sa normalisation. Il est inutile de s'en offusquer puisque les individus naissent inégaux et que, s'ils le restent, il faut y voir avant tout le signe d'une fatalité. La compassion à l'égard de la souffrance d'autrui peut se manifester néanmoins de façon occasionnelle, à la vue par exemple de très jeunes enfants au sein de mères misérables abandonnées à la rue, mais elle est en quelque sorte très vite neutralisée, à la fois par des mécanismes de rationalisation fondés sur la croyance partagée en l'inéluctabilité naturelle de ce type de situation, et sur des processus d'autopersuasion de l'impossibilité d'agir pour y mettre fin. Les personnes peuvent

le déplorer au fond d'elles-mêmes, sans pour autant s'en émouvoir outre mesure, tant les scènes de misère sont nombreuses, lesquelles ne font qu'exprimer la réalité de l'ordre social, sans doute sévère, mais néanmoins ordinaire, et qu'une accoutumance finit par rendre « normal ».

Il ne faudrait toutefois pas conclure que toutes les catégories supérieures de la métropole de São Paulo partagent exactement les mêmes convictions sur ce point. Des variations apparaissent notamment entre les quatre quartiers que nous avons étudiés. C'est dans celui où la vieille bourgeoisie patrimoniale est la plus concentrée, à savoir le quartier des Jardins, que les propos teintés de déterminisme biologique sont les plus fréquents. En revanche, à Higienópolis et à Morumbi, où l'on trouve davantage de professions artistiques ou intellectuelles, les entretiens ont permis de vérifier une plus grande propension à introduire dans les causes de la pauvreté l'effet du milieu social et, partant, des inégalités issues de l'environnement et de l'éducation. On trouve parfois aussi une sorte d'interpénétration des arguments biologiques et sociaux pour expliquer la persistance de la pauvreté. Mais, en dépit de ces différences, la naturalisation de la pauvreté et des inégalités reste courante à São Paulo, quoique son assise idéologique soit différente et plus difficile à appréhender qu'à Delhi. Si de nombreuses personnes interviewées s'appuient sur des conceptions naturalisantes de la pauvreté (biologisation des différences, préjugés contre les Nordestinos, etc.), l'expression directe du racisme reste en effet taboue. Ces répertoires sont latents. Le souci d'apparaître « politiquement correct » a sans doute conduit nombre d'enquêtés à mesurer, euphémiser, voire censurer leurs propos.

Pour justifier les inégalités et la pauvreté, l'élite de São Paulo puise aussi dans le registre de la méritocratie. Ce type d'argumentaire s'avère en réalité, au moins partiellement, compatible avec celui de la naturalisation. Lorsque les personnes attribuent leur réussite et leur supériorité sociale à leur travail ou à celui de leurs parents, ils ne font finalement qu'insinuer en creux que les pauvres ne manifestent pas autant de détermination dans leur vie, autant d'ardeur au travail, et que l'on peut y voir également un trait de leur personnalité. Autrement dit, il est possible de « naturaliser » le mérite. Lorsque les interviewés de São Paulo mobilisent ce registre, c'est, dans la plupart des cas, pour se persuader – et persuader l'enquêteur – que l'on ne peut les tenir pour responsables de la détresse des autres. L'écart de revenu entre les riches et les pauvres est si élevé dans ce pays qu'il impose aux premiers de se justifier et de se disculper. Il est frappant de constater que nombre d'interviewés éprouvent intensément ce besoin, un peu comme s'il restait en eux-mêmes un fond de mauvaise conscience, que seul un travail d'autopersuasion argumentée pouvait dissiper. En puisant dans leur biographie personnelle ou familiale, ils relatent des épisodes suggérant le courage, la témérité, la volonté de réussir, dont eux-mêmes ou leurs ascendants ont fait preuve au cours de leur vie pour se convaincre qu'ils ne doivent rien à la société et qu'il serait même absurde de penser qu'ils pourraient être, ne fût-ce qu'indirectement, responsables de la misère qui sévit auprès d'eux. Ils en tirent souvent un sentiment de fierté, de gloire personnelle ou familiale, qu'ils ne cherchent pas à dissimuler. Ce qu'ils ont acquis, ils le doivent prétendument avant tout à leur mérite, et à la loi de sélection naturelle qui récompense les plus doués et les plus combattifs. L'idée que les pauvres pourraient être victimes d'un système foncièrement inégalitaire et injuste leur est à l'inverse étrangère – du moins les discours n'en portent-ils aucune trace. Certains les considèrent même comme des parasites.

Un tel unanimité dans l'autojustification de leur mérite supposé conduit à tenir un discours d'hostilité farouche à l'égard du programme national de lutte contre la pauvreté (connu sous le nom *Bolsa Família*) impulsé par le gouvernement depuis la présidence de Lula et celle de Dilma Rousseff. Ainsi, les arguments défendus ne sont pas étranges ; ils découlent directement de leur perception de la pauvreté et des inégalités. Les pauvres qui bénéficient de ce type d'aides ne peuvent que devenir encore plus paresseux et difficiles à discipliner. Ils sont, par le fait même de recevoir ce secours de l'État, encouragés à se détourner durablement de l'*ethos* du travail, de l'épargne et de la prévoyance.



#### 5.4.2 Une victimisation contrôlée des pauvres

Dans la métropole parisienne, les habitants aisés des quartiers riches parlent de la pauvreté dans des termes sensiblement différents. S'ils sont nombreux à reconnaître des inégalités de naissance – beauté physique, capacités, dons artistiques, traits de caractère, etc. –, les interviewés parisiens insistent presque toujours, et nettement plus fréquemment que ceux de Delhi, sur les déterminismes sociaux. Pour la plupart, la part du social et du familial est absolument prépondérante, et celle du talent naturel, au contraire, plutôt négligeable. Il y a ainsi, dans les quartiers étudiés, une tendance plus ou moins forte selon les individus à sociologiser la pauvreté – autrement dit, à y voir non pas l'effet d'un processus naturel inévitable, mais avant tout celui de l'inégalité des chances. L'absence ou le bas niveau d'éducation, les difficultés à trouver un emploi, surtout quand l'on est peu qualifié, le fait d'habiter dans des quartiers où se concentrent les difficultés et où les infrastructures font défaut, l'exiguïté des logements qui prive les enfants d'espace suffisant pour travailler sont autant de facteurs avancés pour expliquer la reproduction de la pauvreté et des inégalités. L'un des interviewés affirme ainsi, par exemple, que les pauvres ont été « parqués » contre leur gré dans des espaces devenus favorables à tous les débordements et conduites répréhensibles. On trouve aussi dans de nombreux entretiens des formes de dénonciation des dysfonctionnements de l'action publique dans toutes les dimensions qui contribuent à renforcer les mécanismes de reproduction sociale, notamment en matière d'emploi, de formation et d'urbanisme. Ces arguments relèvent ainsi davantage de la victimisation des pauvres que de la naturalisation de la pauvreté.

Il ne faudrait toutefois pas conclure trop vite. En effet, l'analyse approfondie des entretiens fait ressortir des éléments d'explication qui empruntent au langage de la culture de la pauvreté. Les pauvres seraient en partie ce qu'ils sont du fait de leurs habitudes culturelles, parmi lesquelles le manque de courage et de volonté, l'absence de goût de l'effort et de la discipline, leurs pratiques inappropriées, voire condamnables, comme l'alcoolisme, la fécondité trop élevée, la négligence à l'égard des enfants, etc. Dans ce registre culturaliste de l'explication de la pauvreté, les populations d'origine étrangère apparaissent en quelque sorte comme la cible idéale de la stigmatisation. Les populations roms, en particulier, sont évoquées pour faire ressortir certains traits spécifiques de cette pauvreté d'ordre culturel, mais les familles d'origine subsaharienne ou du Maghreb le sont également, tant il apparaît évident pour certains interviewés qu'elles sont trop peu acculturées à la société française, ne fût-ce que parce qu'elles en maîtriseraient insuffisamment la langue et qu'elles ne pourraient, dans ces conditions, s'intégrer au monde du travail et favoriser la réussite scolaire (et donc la mobilité sociale) de leurs enfants. Or, de manière frappante, ces arguments culturalistes et moralistes ne se révèlent qu'à la marge d'un discours qui reste globalement organisé autour des problèmes structurels, posés comme autant de facteurs prépondérants. La crise économique et le niveau de chômage sont évoqués comme une forme extrême d'injustice qui frappe en priorité les plus faibles et les moins qualifiés. Les facteurs contextuels liés à la mondialisation et parfois même la nature du capitalisme complètent le tableau, pour atténuer la responsabilité directe des pauvres dans le cumul de leurs malheurs. Certains interviewés ont même un regard compatissant à l'égard des pauvres, contraints de vivre dans des zones surpeuplées, insalubres, coupées des opportunités, et font l'expérience d'une « souffrance à distance » (Boltanski 1993).

Si les tendances à la naturalisation de la pauvreté restent relativement discrètes dans les propos des interviewés de la métropole parisienne, comparativement à ceux des deux autres métropoles, la question du mérite y est aussi abordée de façon plus nuancée. Les catégories supérieures vivant dans les quatre quartiers retenus sont en effet souvent partagées entre la reconnaissance du nécessaire soutien aux pauvres, au nom d'un principe de solidarité nationale, et la dénonciation de ce qu'ils voient comme des dérives conduisant nombre de bénéficiaires des aides sociales à ne pas se prendre suffisamment en charge par eux-mêmes. La quasi-totalité des interviewés approuvent des politiques comme le revenu de solidarité active (RSA), ainsi que les efforts de l'État pour combattre la pauvreté.

Toutefois, ils déplorent souvent le manque d'efficacité, et surtout la faible efficience de ces mesures. Ce n'est pas le retrait de l'État social qui est souhaité, mais son amélioration.

En revanche, l'approbation globale du principe de solidarité envers les pauvres n'empêche pas l'introduction dans les propos d'arguments moraux restrictifs, lesquels ont d'ailleurs souvent été commentés et débattus dans les médias au cours des dernières années. Certains interviewés établissent, par exemple, un lien entre la pauvreté et le manquement des familles à leurs devoirs en matière d'éducation et de soins apportés à leurs enfants. D'où la reprise de propositions défendues par certaines personnalités politiques de droite de suspendre les allocations familiales aux parents dont les enfants seraient régulièrement absents de l'école, ou poursuivis pour des actes de délinquance. L'argument séduit visiblement certains interviewés parisiens. En l'évoquant, ces derniers ne font que s'inscrire dans un univers de valeurs morales et un système de croyances fondés sur l'importance de la famille et de l'éducation. On retrouve aussi dans certains entretiens la trace de l'idéologie néolibérale, sous la forme d'une dénonciation de l'excès de contraintes réglementaires et de charges sociales qui pèserait sur les entreprises et freinerait leurs capacités à embaucher le personnel dont elles ont besoin (et donc, de ce fait, à réduire le chômage). Ce registre conduit par ailleurs indirectement à mettre en cause une inertie généralisée, dans laquelle les pauvres auraient aussi leur part de responsabilité, dans la mesure où certains d'entre eux pourraient se satisfaire des prestations sociales sans chercher véritablement du travail. Dans certains entretiens, la culpabilisation des pauvres et des chômeurs apparaît de façon sous-jacente, sans constituer pour autant l'explication ultime et suffisante de la pauvreté (les entretiens versant totalement, ou presque, dans la culpabilisation sont extrêmement minoritaires).

En résumé, à Paris les habitants aisés des quartiers riches se déclarent le plus souvent favorables à la solidarité envers les pauvres, ils y œuvrent parfois personnellement, mais restent attachés, malgré tout, au socle de valeurs morales auxquelles ils se sont toujours identifiés – le pivot de l'éducation familiale, la vertu de l'effort et du travail (désormais souvent mâtinée de la valorisation néolibérale de l'initiative individuelle et de l'autonomie), la valorisation du mérite – et qu'ils aimeraient voir inculquées de façon plus systématique aux pauvres. Autrement dit, si la victimisation des pauvres explique au moins partiellement le soutien des catégories supérieures à l'État social, et motive même dans certains cas leur engagement solidaire, elle ne saurait être totale tant il leur paraît évident que les dérives de l'assistance peuvent conduire les pauvres à se satisfaire de leur situation.

Il est ainsi frappant de constater que les catégories supérieures rencontrées à Paris, contrairement à celles qui ont été interviewées à São Paulo et à Delhi, tiennent un discours souvent assez nuancé sur les pauvres, duquel peuvent ressortir aussi bien la justification du « solidarisme » et de l'État social comme garantie de la cohésion sociale minimale que la justification des inégalités statutaires nécessaires à l'organisation et au bon fonctionnement de la société. Dans les deux cas, c'est bien au nom d'une idée d'appartenance à un tout social composé de parties différentes et complémentaires que l'on évite aussi bien la culpabilisation excessive des pauvres – ce qui ne veut pas dire que cette tendance soit totalement absente dans les représentations sociales – que leur victimisation radicale, qui justifierait une conception de la justice sociale fondée sur l'égalitarisme absolu. On peut comprendre cette ambivalence en soulignant que, dans les représentations que véhiculent les entretiens parisiens, les pauvres ne sont pas considérés comme situés en dehors du système social, même s'ils en constituent en quelque sorte la dernière strate. Mais si l'on reconnaît à toutes les catégories, aussi différentes soient-elles, le droit à un statut social acceptable au regard du principe d'égalité citoyenne, cela n'implique pas pour autant le nivellement social. C'est la raison pour laquelle le mérite individuel continue d'être mobilisé pour justifier les différences socio-économiques. Ainsi, il ne s'agit pas d'accuser l'ensemble des pauvres de paresse, car ils peuvent avoir des circonstances atténuantes liées à leurs conditions d'existence, mais de valoriser celles et ceux qui compensent leurs handicaps par leur travail. On peut donc parler d'une victimisation contrôlée des pauvres. Elle conduit dans ce sens à entretenir, souvent sans le formuler de façon explicite, un système de tolérance à l'égard des inégalités statutaires,

surtout quand l'on y voit une condition de la régulation économique et sociale fondée sur l'interdépendance des fonctions et des individus. Cela n'empêche pas certaines personnes interviewées, une fois concédées aux pauvres leurs circonstances atténuantes, de dénoncer parfois avec véhémence le risque de l'assistanat, d'autant que ce registre est devenu plus courant ces dernières années, notamment dans les rangs de la droite française qui en a fait un argument politique pour défendre la valeur du travail. La victimisation contrôlée se double donc d'une culpabilisation feutrée.

## 5.5. Conclusion

Le défi des sciences sociales, et en particulier de la sociologie compréhensive, est d'interpréter les comportements des hommes et des femmes vivant en société à partir de leurs représentations sociales et de leurs expériences vécues, et selon leur position dans l'espace social et géographique. En d'autres termes, il s'agit d'explorer les consciences individuelles sur tout ce qui relève de la spécificité des relations sociales, des hiérarchies et des distinctions entre les groupes, des statuts et des rôles sociaux, des rapports de pouvoir et domination, ainsi que des formes de relégation ou de disqualification sociale. Dans cette perspective, étudier la perception de la pauvreté est un fil que l'on peut tirer pour analyser, non pas seulement la pauvreté en tant que telle, mais la structure sociale d'ensemble et le rapport que les différents groupes sociaux entretiennent avec la population qu'ils jugent pauvre. C'est ainsi qu'il s'avère intéressant d'étudier de façon plus spécifique ce que les riches vivant dans des quartiers ségrégués – et relativement repliés sur eux-mêmes – pensent des pauvres. Ce chapitre part de l'hypothèse que l'analyse de la ségrégation urbaine peut être enrichie par l'étude approfondie des représentations de la pauvreté – et des inégalités – et des discours que les habitants les plus riches des métropoles vivant dans des espaces exclusifs tiennent pour justifier leurs pratiques concrètes et spatiales de recherche d'entre-soi.

En partant d'une enquête comparative réalisée dans les quartiers riches unanimement considérés comme les plus huppés et les plus ségrégués de trois grandes métropoles, nous avons pu étudier plusieurs dimensions qui se complètent : l'instauration d'une distance sociale par la production d'un ordre moral jugé supérieur par les habitants eux-mêmes ; le souci de se protéger des pauvres, catégorie souvent assimilée à une classe dangereuse et/ou répugnante ; la justification de l'infériorité jugée naturelle ou méritée des pauvres et, de façon symétrique, la supériorité des plus riches, ainsi que la neutralisation de la compassion envers les couches les plus défavorisées de la société. L'analyse comparative a fait ressortir à la fois le caractère transversal aux quartiers étudiés de ces perceptions et de ces rationalisations, mais aussi la spécificité des représentations selon la configuration de chaque métropole. Au-delà du quartier, c'est en effet bien la métropole dans son ensemble qui doit être prise en compte, puisque les quartiers se distinguent les uns des autres au sein d'une mosaïque urbaine qui les englobe tous et qui possède également ses spécificités par rapport aux formes et configurations de la division sociospatiale propres à d'autres villes. Les caractéristiques de chacune de ces métropoles, en termes d'insécurité, de criminalité, d'insalubrité, d'entretien de l'espace public, d'infrastructures urbaines et de transports, de répartition des richesses, etc., apportent des éléments d'explication. L'histoire de la ville, de son urbanisation, de ses institutions, contribue à modeler les registres argumentatifs des personnes interviewées.

Au terme de cet examen, il apparaît clairement que la perception de la pauvreté par les riches vivant dans les quartiers les plus ségrégués est une dimension explicative de la ségrégation urbaine. Quand ils parlent de leur quartier, les riches insistent sur les avantages de l'entre-soi pour eux et leur famille, et expriment le plus souvent une claire volonté de tenir à distance les couches de la population les plus menaçantes pour leur tranquillité et le maintien de leurs privilèges. Ce constat mérite toutefois deux nuances.

Premièrement, si pour faciliter la comparaison entre trois métropoles, l'enquête a été réalisée uniquement dans les quartiers riches les plus ségrégués, cela ne signifie pas que l'on puisse extrapoler les résultats à tous les quartiers riches. La sociologie urbaine a permis de distinguer plusieurs types de quartiers. Les quartiers sélectionnés dans l'enquête correspondent à ceux que l'on appelle souvent les « beaux quartiers », caractéristiques de la bourgeoisie patrimoniale et d'un entre-soi de classe séculaire. À ce type très facilement identifiable, on peut en ajouter au moins deux autres, non pris en compte dans l'enquête. D'une part, celui que Bruno Cousin a qualifié de « quartiers refondés », composés d'immeubles résidentiels de haut *standing* bâtis lors des deux dernières décennies et peuplés majoritairement de cadres d'entreprise travaillant dans les centres d'affaires (Cousin 2013). D'autre part, celui des quartiers dits « gentrifiés », composés d'espaces anciennement populaires composés aujourd'hui de cadres supérieurs, mais aussi, ce qui les distingue des quartiers « refondés », de catégories intellectuelles, de professions intermédiaires, d'artistes et de professions libérales. Des travaux de recherche, en dehors de l'enquête PSPD, ont permis d'analyser les déclinaisons de l'entre-soi dans ces trois types de quartiers à Paris et dans son agglomération, et de vérifier si les liens sociaux de ces catégories sont ancrés ou non dans le territoire de résidence à partir de l'exploitation de l'enquête SIRS<sup>38</sup> (« Santé, inégalités et ruptures sociales ») (Cousin, Paugam 2014). Dans les premiers (les « beaux quartiers »), l'entre-soi est davantage familial et communautaire. En s'entourant de proches qui comptent, qui partagent les mêmes valeurs et à qui ils peuvent faire confiance, les habitants de ces quartiers ont souvent le sentiment de vivre dans un village paisible, où ils se sentent en pleine sécurité. Par cet entre-soi, ils savent également que leurs enfants auront, dès le plus jeune âge, de « bonnes relations » et pourront bénéficier d'un environnement protecteur. Ces quartiers sont aussi ceux dans lesquels la pratique religieuse est la plus forte. Dans les quartiers de cadres supérieurs (quartiers « refondés »), l'ancrage local est de nature plus individualiste. Si leurs habitants souhaitent être entourés de personnes de même statut social, conditions supposées de la tranquillité et de la sécurité, il n'est pas pour eux indispensable de coopérer dans la vie sociale, d'autant que la vie professionnelle est dense et ne permet pas vraiment un investissement dans les relations de voisinage. Il s'agit en quelque sorte d'un « entre-soi chacun chez soi » (Cousin 2014). Enfin, les habitants des quartiers « gentrifiés » apprécient, et parfois recherchent, une vie sociale moins socialement cloisonnée, mais privilégient le mode de contact entre proches, ne fût-ce que pour défendre les intérêts de la « gentrification ». Ils ne négligent pas les relations avec les voisins, mais ne cherchent pas à se regrouper en famille ou en communauté, ce qui serait perçu comme un signe de conservatisme. Ils sont aussi moins nombreux à se plaire dans leur quartier, ce qui suppose que certains d'entre eux ont opté pour cette option résidentielle comme un pis-aller<sup>39</sup>. Ces trois types de quartiers renvoient donc à trois formes d'appropriation du territoire local et de constitution de frontières symboliques entre les différentes franges des élites. Ils correspondent à trois formes distinctes d'entrecroisement des liens sociaux à l'origine de stratégies de reproduction et distinction sociales différentes. Ainsi, il existe des modalités contrastées d'envisager le repli social et la constitution d'une frontière morale. Et l'on peut donc faire l'hypothèse que la perception de la pauvreté y est également, au moins partiellement, différenciée.

Deuxièmement, la discrimination à l'égard des pauvres n'est pas le seul fait des catégories sociales supérieures. Il s'agit d'un processus qui peut se répandre dans plusieurs couches de la société, en particulier parmi les classes moyennes. À la question traditionnelle sur les causes de la pauvreté, une

---

<sup>38</sup> L'enquête SIRS a été réalisée de façon longitudinale en 2005, 2007 et 2010, dans 50 quartiers de Paris et de la première couronne, auprès d'un échantillon total de 3 000 ménages. Les quartiers ont été choisis à partir de la typologie d'Edmond Préteceille (2003), de façon à diversifier les différents types d'espaces sociaux urbains.

<sup>39</sup> Ce type de quartier a fait l'objet de nombreuses enquêtes en France, mais aussi à l'étranger. Dans le *South End*, quartier gentrifié du centre-ville de Boston, où subsiste encore aujourd'hui une certaine mixité sociale et ethnique, Sylvie Tissot a constaté, par exemple, que les associations sont presque exclusivement composées de membres blancs et propriétaires, et qu'il existe même une sélection discrète à l'entrée, preuve à l'appui de la détermination des classes supérieures à contrôler les espaces et les contours de leur quartier (Tissot 2011).

enquête française récente<sup>40</sup> permet d'analyser les variations entre professions et catégories socioprofessionnelles (CSP) : 1) l'explication de la pauvreté par la paresse reste minoritaire (13,8 %) et concerne davantage les indépendants, les employés, les retraités (sauf les anciens cadres et professions intermédiaires) que les catégories supérieures ; 2) parmi les cadres et professions intellectuelles supérieures, il existe de fortes variations selon le statut, les cadres de la fonction publique expliquant beaucoup plus la pauvreté par l'injustice que les cadres d'entreprise (52 %, contre 37,8 %) ; 3) les employés ne constituent pas non plus un groupe homogène, ceux de la fonction publique expliquant proportionnellement plus souvent la pauvreté par l'injustice que les autres, notamment les employés du commerce ; 4) les retraités anciens agriculteurs sont proportionnellement plus nombreux à expliquer la pauvreté par la paresse que les autres retraités ; 5) les cadres d'entreprise, ainsi que les professions intermédiaires (du privé), se distinguent par le fait de considérer en priorité la pauvreté comme un phénomène inévitable dans le monde moderne<sup>41</sup>. Ces constats permettent de nuancer les analyses produites à partir de l'enquête PSPD. S'il existe un mécanisme de discrimination à l'égard des pauvres, qui peut prendre des formes plurielles et apparaître de façon concentrée dans certains quartiers riches lorsque surgissent des événements qui le rendent encore plus visible, il ne saurait ni être pour autant exclusif de ces quartiers, ni représenter un obstacle absolu à toute expression de solidarité. Parmi les cadres et professions intellectuelles supérieures en France – qui ne vivent pas tous dans des quartiers ségrégués –, l'explication de la pauvreté par l'injustice est, en l'occurrence, nettement plus fréquente que l'explication par la paresse.

## 5.6. Bibliographie

- Birnbaum, P. (1979). *Le peuple et les gros. Histoire d'un mythe*. Grasset, Paris.
- Boltanski, L. (1993). *La Souffrance à distance*. Métailié, Paris.
- Bourdieu, P. (1979). *La distinction : critique sociale du jugement*. Éditions de Minuit, Paris.
- Castel, R. (1995). *Les métamorphoses de la question sociale. Chronique du salariat*. Fayard, Paris.
- Castel, R. (2003). *L'insécurité sociale. Qu'est qu'être protégé ?*. Le Seuil/La République des Idées, Paris.
- Chevalier, L. (1958). *Classes laborieuses, classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle*. Plon, Paris.
- Cousin, B. (2013). Ségrégation résidentielle et quartiers refondés. Usages de la comparaison entre Paris et Milan. *Sociologie du travail*, 55(2), 214–236.
- Cousin, B. (2014). Entre-soi mais chacun chez soi. L'agrégation affinitaire des cadres parisiens dans les espaces refondés. *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 204, 88–101.
- Cousin, B., Paugam, S. (2014). Liens sociaux et déclinaisons de l'entre-soi dans les quartiers de classes supérieures. Dans *L'Intégration inégale. Force, fragilité et rupture des liens sociaux*, Paugam, S. (dir.). Presses Universitaires de France, Paris, 155–171.
- Durkheim, E. (1960). *Les formes élémentaires de la vie religieuse*. Presses Universitaires de France, Paris.
- Durkheim, E. (2012). *L'éducation morale*. Presses Universitaires de France, Paris.

---

<sup>40</sup> Enquête Dynegal-GEMASS/CMH/PACTE (2013). L'exploitation de cette base représentative au niveau national a été réalisée dans Paugam *et al.* (2017) pour ce qui concerne les données présentées (soit 3 913 personnes).

<sup>41</sup> Cette enquête a permis, en outre, de vérifier qu'il n'existe pas de fortes variations dans la réponse à cette question selon la taille de la ville, à l'exception toutefois de l'agglomération parisienne, dans laquelle l'explication de la pauvreté par l'injustice est, de façon statistiquement significative, plus importante qu'en milieu rural et que dans les villes moyennes ou les métropoles régionales.

- Farley, R., Steeh, C., Krysan, M., Jackson, T., Reeves, K. (1994). Stereotypes and Segregation: Neighborhoods in the Detroit Area. *American Journal of Sociology*, 100(3), 750–780.
- Gans, H.J. (1972). The Positive Functions of Poverty. *American Journal of Sociology*, 78(2), 275–289.
- Gans, H.J. (1995). *The War against the Poor*. Basic Books, New York.
- Geremek, B. (1987). *La potence ou la pitié. L'Europe et les pauvres du Moyen-Âge à nos jours*. Gallimard, Paris.
- Giorgetti, C. (2015). Comment les catégories supérieures de Sao Paulo parlent de leurs employés domestiques ? Analyse d'un rapport de classe. *Brésil(s). Sciences humaines et sociales*, 8, 73–96.
- Goblot, E. (1925). *La barrière et le niveau. Étude sociologique sur la bourgeoisie française moderne*. Librairie Félix Alcan, Paris.
- Katz, M.B. (1986). *In the Shadow of the Poorhouse. A Social History of Welfare in America*. Basic Books, New York.
- Katz, M.B. (1989). *The Undeserving Poor. From the War on Poverty to the War on Welfare*. Pantheon Books, New York.
- Lamont, M. (1995). *La Morale et l'Argent. Les valeurs des cadres en France et aux États-Unis*. Métailié, Paris.
- Le Roux, G., Vallée, J., Commenges, H. (2017). Social segregation around the clock in the Paris region. *Journal of Transport Geography*, 59, 134–145.
- Massey, D.S., Denton, N.A. (1995). *American Apartheid*. Descartes & Cie, Paris.
- Moscovici, S. (1982). Des représentations collectives aux représentations sociales : éléments pour une histoire. Dans *Les représentations sociales*, Jodelet, D. (dir.). Presses Universitaires de France, Paris.
- Musterd, S. (2006). Segregation, urban space and the resurgent city. *Urban Studies*, 43(8), 1325–1340.
- Naudet, J. (2014). Postface : Les sociodictées ou la justification des privilèges. Dans *Justifier l'ordre social*, Jaffrelot, C., Naudet, J. (dir.). Presses Universitaires de France, Paris, 77–93.
- Oberti, M. (2007). *L'école dans la ville : ségrégation, mixité, carte scolaire*. Presses de Science Po, Paris.
- Paugam, S. (1991). *La disqualification sociale. Essai sur la nouvelle pauvreté*. Presses Universitaires de France, Paris.
- Paugam, S. (1993). *La société française et ses pauvres. L'expérience du revenu minimum d'insertion*. Presses Universitaires de France, Paris.
- Paugam, S. (2013). Les cycles de la solidarité envers les pauvres. Dans *L'avenir de la solidarité*, Castel, R., Duvoux, N. (dir.). Presses Universitaires de France, Paris, 23–41.
- Paugam, S. (2016). Poverty and Social Bonds: Towards a Theory of Attachment Regimes. Dans *Rescuing the Vulnerable: Poverty, Welfare and Social Ties in Modern Europe*, Raphael, L., Stazic, T., Althammer, B. (dir.). Bergham Books, New York, 23–46.
- Paugam, S., Beycan, T., Suter, C. (2020). Ce qui attache les individus aux groupes et à la société. Une comparaison européenne. *Swiss Journal of Sociology*, 46(1), 7–35.
- Paugam, S., Cousin, B., Giorgetti, C., Naudet, J. (2017). *Ce que les riches pensent des pauvres*. Le Seuil, Paris.
- Paugam, S., Selz, M. (2005). La perception de la pauvreté en Europe depuis le milieu des années 1970. Analyse des variations structurelles et conjoncturelles. *Économie et Statistique*, 383–385, 283–305.
- Pinçon, M., Pinçon-Charlot, M. (1989). *Dans les beaux quartiers*. Le Seuil, Paris.

- Pinçon, M., Pinçon-Charlot, M. (2007). *Les Ghettos du Gotha. Comment la bourgeoisie défend ses espaces*. Le Seuil, Paris.
- Piven, F.F., Cloward, A.C. (1993). *Regulating the Poor. The Functions of Public Welfare*. Vintage, New York. (1st edition 1971)
- Polanyi, K. (1983). *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*. Gallimard, Paris.
- Préteceille, E. (2003). La division sociale de l'espace francilien. Typologie socioprofessionnelle 1999 et transformations de l'espace résidentiel 1990-1999. Observatoire sociologique du changement, Sciences Po, Paris.
- Préteceille, E. (2006). La ségrégation contre la cohésion sociale : la métropole parisienne. Dans *L'Épreuve des inégalités*, Lagrange, H. (dir.). Presses Universitaires de France, Paris, 195–246.
- Préteceille, E. (2018). Dynamique et diversité des classes moyennes dans la métropole parisienne. Dans *Les Bobos n'existent pas*, Authier, J.-Y., Collet, A., Giraud, C., Rivière, C., Tissot, S. (dir.). Presses universitaires de Lyon, Lyon, 119–149.
- Préteceille, E., Cardoso, A. (2008). Río de Janeiro y São Paulo: ¿ciudades duales? Comparación con París. *Ciudad y Territorio – Estudios Territoriales*, 40(158), 617-640.
- Préteceille, E., Cardoso, A. (2020). Socioeconomic Segregation and the Middle Classes in Paris, Rio de Janeiro and São Paulo: A Comparative Perspective. Dans *Handbook on Urban Segregation*, Musterd, S. (dir.). Edward Elgar Publishing, Cheltenham/Northampton, 270–288.
- Reis, E., Moore, M. (dir.) (2005). *Elite Perceptions of Poverty and Inequality*. Zed Books, Londres/New York.
- Riffault, H. Rabier, J.J. (1977). *The Perception of Poverty in Europe*. European Commission, Bruxelles.
- Rigaux, N. (1994). *The Perception of Poverty and Social Exclusion in Europe 1994*. European Commission, Directorate General for Employment, Industrial Relations and Social Affairs, Bruxelles.
- Sampson, R.J. (2012). *Great American City: Chicago and the Enduring Neighborhood Effect*. University of Chicago Press, Chicago.
- Schelling, T.C. (1971). Dynamic Models of Segregation. *Journal of Mathematical Sociology*, 1(2), 143–186.
- Schelling, T.C. (1978). *Micromotives and Macrobehavior*. Norton, New York.
- Sébastien, L. (2018). L'attachement au lieu, vecteur de mobilisation collective ? *Norois*, 238–239.
- Simmel, G. (1908). *Zur Soziologie der Armut, Soziologie*. Duncker & Humblot, Leipzig.
- Tissot, S. (2011). *De bons voisins. Enquête dans un quartier de la bourgeoisie progressiste*. Raisons d'agir, Paris.
- van Oorschot, W., Halman, L. (2000). Blame or fate, individual or social ? An international comparison of popular explanations of poverty. *European societies*, 2(1), 1–28.
- van Zanten, A (2001). *L'école de la périphérie : scolarité et ségrégation en banlieue*. Presses Universitaires de France, Paris.
- Wagner, A.-C. (1998). *Les nouvelles élites de la mondialisation. Une immigration dorée en France*. Presses Universitaires de France, Paris.
- Weber, M. (1971). *Économie et société*. Plon, Paris.
- Weber, M. (2003). *Hindouisme et bouddhisme*. Flammarion, Paris.